

Questions orales

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, comme l'honorable représentant l'a signalé au cours de son petit laïus, ce document ne sera publié que plus tard au cours du mois.

M. Fraser: Pas mal du tout.

M. Stevens: Monsieur l'Orateur, comme les chiffres de l'OCDE indiquent que 75,000 autres Canadiens s'ajouteront au million de chômeurs au cours de cette année et de l'année prochaine, ce qui nous maintiendra au premier rang des principaux pays de l'OCDE pour le chômage, le ministre pourrait-il indiquer si cette perspective lui fera modifier son budget afin de réduire les impôts des particuliers, ce qui serait possible si le gouvernement réduisait davantage ses dépenses?

M. Macdonald (Rosedale): J'ai déjà signalé au député que les chiffres dont parle le journaliste n'ont pas encore été rendus publics. Étant donné le dossier de ce journaliste, je mets tous les députés en garde contre ses articles à cet égard. Je participerai à la réunion des pays de l'OCDE, et nous nous ferons un plaisir de continuer notre analyse avec les représentants de l'OCDE, non seulement en ce qui a trait au Canada mais également aux autres pays membres de l'OCDE.

● (1450)

En ce qui concerne le principe de la réduction d'impôt, je trouve l'instance du représentant un peu difficile à comprendre, puisqu'il a voté contre une mesure semblable il y a quelques semaines à peine.

L'ÉMISSION D'OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU CANADA—
L'INCIDENCE SUR L'INFLATION

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, je reviens au ministre des Finances. Étant donné les renseignements qu'a publiés aujourd'hui le gouvernement sur l'émission de un milliard de dollars en obligations d'épargne du Canada, le ministre pourrait-il nous dire s'il pense qu'il est inflationniste ou non que la Banque du Canada, institution qui relève de sa responsabilité, ait acheté pour 178 millions nets d'obligations de cette émission, ce qui pourrait avoir pour effet de monétiser encore davantage la dette?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Le représentant joue vraiment sur les deux tableaux. D'un côté, il critique le gouvernement de ne pas prendre de mesures déflationnistes, comme, par exemple, d'avoir un déficit plus élevé, et l'instant suivant, il part du principe que nous devrions le faire baisser. J'aimerais qu'il se mette d'accord avec lui-même d'une manière ou d'une autre.

M. Stevens: Vous ne vous en sortirez pas si facilement, Donald.

L'ÉNERGIE

TERRE-NEUVE—LES RESSOURCES HYDRO-ÉLECTRIQUES—LA
POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'adresse ma question au ministre de l'Énergie, des Mines

et des Ressources. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a prononcé lundi dernier un discours à Saint-Jean, Terre-Neuve, dans lequel il a annoncé que le gouvernement fédéral a présenté à Terre-Neuve une offre globale en vue de la mise en valeur des ressources hydro-électriques du Labrador comme une des toutes premières priorités qui permettront de résoudre la crise énergétique du Canada. Je demande donc au ministre s'il est vrai que le gouvernement a soumis à Terre-Neuve une offre globale sur ce sujet et quels en sont les éléments? Cela comprend-t-il le financement de lignes de transmission et des travaux d'installation du chantier, des prêts ou des subventions pour la mise de fonds? Le ministre est-il d'accord que pour le gouvernement du Canada, c'est là la toute première priorité?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): En effet, nous avons discuté avec le premier ministre et sa délégation des principes d'une série de subventions pour l'expansion de la production et de la transmission d'électricité de l'île Gull, et la mise en valeur des ressources hydro-électriques de Terre-Neuve et du Labrador. Il a été convenu alors qu'il ferait faire certaines études qu'il nous remettrait, afin que nous puissions poursuivre les entretiens.

M. Crosbie: Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, ministre de premier plan, a déclaré qu'une offre globale en vue de la mise en valeur des ressources hydro-électriques du Labrador a été présentée au gouvernement de Terre-Neuve. Au contraire, le ministre des Mines et de l'Énergie de Terre-Neuve déclare qu'Ottawa n'a présenté au gouvernement aucune offre globale visant la mise en valeur des ressources hydro-électriques du Labrador. Le ministre est-il d'accord avec le ministre de Terre-Neuve lorsqu'il dit qu'aucune offre globale n'a été élaborée, et que la déclaration de son collègue, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, a induit les Terre-Neuviens en erreur?

M. l'Orateur: A l'ordre.

* * *

QUESTION POSÉE AU CABINET

LA RENTRÉE DU MINISTRE DES APPROVISIONNEMENTS ET
SERVICES

M. John A. Fraser (Vancouver-Sud): Monsieur l'Orateur, c'est au premier ministre suppléant que je m'adresse. Le premier ministre suppléant pourrait-il dire à la Chambre vers quelle date le ministre des Approvisionnement et Services doit rentrer, en raison des nombreuses questions que les députés aimeraient sans doute lui poser? Nous n'aimerions pas être amenés à conclure que le ministre poursuivra son séjour sur un autre continent une fois que la session actuelle aura pris fin.

L'hon. Allan J. MacEachen (premier ministre suppléant): Je suis sûr que le ministre des Approvisionnement et Services saura gré au député de désirer aussi vivement son retour à Ottawa. En fait, je pense qu'il rentrera à la fin de la semaine.